

Françafrique : le réseau Chirac, la relève Sarkozy ?



Retranscription d'une conférence organisée le 14 mars 2007
par l'association *Survie Isère*

version du 16 avril 2007



Cette conférence se déroulait sous forme de questions/réponses, entre un intervenant et une modératrice.

Pourquoi cette conférence ?

Les 15 et 16 février dernier, à Cannes, se déroulait le 24^{ème} sommet des chefs d'Etat Afrique/France. A cette occasion, les principaux médias français ont dressé un bilan globalement positif de la politique africaine de Jacques Chirac. Certains journaux présentaient l'actuel président comme « *Chirac l'africain* » ou « *Chirac l'ami de l'Afrique* ».

A quelques centaines de mètres des cérémonies officielles, une manifestation se déroulait, à l'initiative des associations *Survie*, *Agir ici*, *Attac*, *la Ligue des Droits de l'Homme*, *Oxfam France* et le soutien d'une quarantaine d'autres organisations. Ce "contre-événement" présentait un tout autre point de vue sur la politique africaine de Jacques Chirac. 350 personnes -entourées par autant de CRS- étaient rassemblées autour d'une ironique cérémonie de "remise des palmes de la Françafrique". De nombreux chefs d'Etat africains ont reçu des prix pour leur politique liberticide, guerrière ou dictatoriale. La palme d'or de la Françafrique a été décernée à Jacques Chirac, notamment pour son soutien de nombreuses dictatures africaines.¹ Les médias dominants en ont très peu parlé.

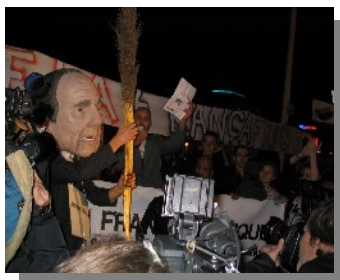
Entre la vision d'un Jacques Chirac "ami de l'Afrique" et celle d'un Jacques Chirac "ami des dictateurs africains", où se situe la vérité ? C'est ce que nous allons tenter d'élucider ce soir, en explorant des informations rarement publiées dans les médias. Mais pour ne pas seulement se tourner vers le passé, nous nous pencherons également sur celui qui, selon les sondages, sera le prochain président de la République française. Que savons-nous des idées de Nicolas Sarkozy concernant l'Afrique ? Que savons-nous des liens éventuels entre le nouveau leader gaulliste et ce qu'on appelle la « Françafrique » ? Bien sûr, le sujet est si vaste que nous ne l'aborderons pas de manière exhaustive.

Quelles sont les sources de cet exposé ?

Concernant le "bilan africain" de Jacques Chirac, nous avons essentiellement puisé dans les bases de données de l'association *Survie*, notamment dans l'ouvrage *Noir Chirac*, de François Xavier Verschave.² Concernant les liens entre Nicolas Sarkozy et l'Afrique, nous avons épluché plusieurs centaines d'articles de la presse française et africaine. Nous avons également lu les quelques ouvrages d'enquête disponibles sur Nicolas Sarkozy.³ Les sources précises de nos informations sont rassemblées dans un document disponible auprès de l'association *Survie Isère* (survie.isere@netcourrier.com).



"Photo de famille" du sommet de Cannes des 15 et 16 février



"Jacques Chirac" recevant la "palme d'or" de la Françafrique"



Manifestation contre le sommet de Cannes le 15 février

- 1 La vidéo de la cérémonie des « palmes de la Françafrique » est disponible sur le site internet *dailymotion* : http://www.dailymotion.com/sur_vivant/video/x1btpt_palmes-francafrique. Un compte-rendu écrit est également disponible sur le site de *Survie France*, http://www.survie-france.org/article.php?id_article=887
- 2 Autres principales sources sur Jacques Chirac : *Chirac, du jeune loup ou vieux lion*, documentaire de P. Rotman, 2006 ; *Impunités françaises*, Sébastien Fontenelle, Privé, 2006 ; *Histoire secrète de la Vème République*, ouvrage collectif, La découverte, 2007 ; *Les gaullistes et l'argent*, Philippe Madelin, l'Archipel, 2001.
- 3 Principaux livres d'enquête sur Nicolas Sarkozy : *Nicolas Sarkozy ou le destin de Brutus*, collectif, Denoël, 2005 ; *Nicolas Sarkozy*, Frédéric Charprier, Presses de la cité, 2006 ; *Place Beauvau*, Recasens, Décugis, Labbé, Laffont, 2006.

Rentrons à présent dans le vif du sujet : quel est le "bilan africain" de Jacques Chirac ? Quels sont les liens entre Jacques Chirac et la Françafrique ?

Pour bien comprendre les liens entre Jacques Chirac et l'Afrique, il nous faut au préalable remonter aux origines de ce que nous appelons la « Françafrique ». C'est en effet l'un des contextes historiques dans lequel naît politiquement Jacques Chirac.

Commençons notre plongée dans l'histoire de France en 1958, lorsque le général de Gaulle prend le Pouvoir et crée la Vème République française. A cette époque, les colonies sont traversées par de puissants mouvements indépendantistes. Après son retrait d'Indochine (1954), l'Armée française est de nouveau en position difficile en Algérie. Elle fait également face à une intense guérilla indépendantiste au Cameroun. De manière générale, la quasi-totalité des colonies françaises est secouée par des mouvements de décolonisation, cette revendication rencontrant des échos de plus en plus favorables au sein de l'opinion publique française. Mais le général de Gaulle et son Etat-major ne souhaitent pas l'indépendance de l'empire colonial, et ce pour au moins deux raisons. Une raison économique : l'Afrique permet à la France d'accéder aux matières premières stratégiques comme l'uranium ou le pétrole. Elle est également source de profits pour de nombreuses sociétés française (commerce du cacao, bananes, bois, café, etc.). Une raison politique : en pleine période de "Guerre froide", la France, alliée du camp occidental, souhaite éviter la propagation du communisme dans ses colonies.

Politiquement acculé, le général de Gaulle enclenche cependant le processus de décolonisation dans les années 60.⁴ Mais tout en proclamant ce nouvel état des relations internationales, il charge son bras droit Jacques Foccart de maintenir les pays d'Afrique francophone sous la tutelle française par un ensemble de moyens illégaux et occultes.

Jacques Foccart est à l'époque un personnage très puissant : secrétaire général de l'Élysée, il dirige la plupart des services secrets⁵, supervise les nominations aux principaux postes du parti gaulliste et de l'État, pourvoit enfin aux finances du gaullisme. Il va brillamment orchestrer cette mission de "confiscation des indépendances".

Sa principale stratégie sera la mise en place de dirigeants africains favorables à la France par le trucage des élections et l'élimination physique des leaders et mouvements indépendantistes. La guerre contre les indépendantistes camerounais (1957-1970) fut la plus violente, avec des méthodes dignes de la guerre du Vietnam : des centaines de milliers de victimes, l'assassinat des leaders Ruben Um Nyobé en 1958, Félix Moumié en 1960, Ouandié en 1970. Cette guerre servit de leçon à tous ceux qui pouvaient avoir des velléités de résistance. Citons également l'assassinat du président indépendantiste togolais Sylvanus Olympio en 1963, sous la supervision des services français. L'assassin, Etienne Eyadéma, s'installa ensuite plus de 40 ans au pouvoir. Notons que bon nombre des chefs d'État choisis par Foccart ont été formés dans les écoles militaires françaises. Certains appartenaient aux services secrets français, comme Omar Bongo, président du Gabon depuis... 1967 !

Des accords militaires, diplomatiques et économiques sont ensuite passés avec les dirigeants de ces pays officiellement décolonisés, permettant de maintenir la domination française. Nombre de ces accords comportent des clauses non publiées au Journal Officiel⁶ et sont toujours ignorés du Parlement français. Ils fixent notamment l'accès privilégié de la France aux matières premières africaines. Ils prévoient l'organisation, l'encadrement et l'instruction des forces armées des Etats "décolonisés", ainsi qu'une intervention militaire française en cas de menace extérieure. Ils permettent également l'implantation de bases militaires françaises sur le continent africain (ce qui est toujours le cas actuellement). De plus, chaque président africain est encadré par les services secrets français, soi-disant chargés de sa sécurité, et par de multiples conseillers. Pour éliminer tout risque d'opposition intérieure, des polices politiques tortionnaires sont mises en place, formées à l'école française et aux méthodes expérimentées en Algérie. Tout ce réseau est contrôlé par Jacques Foccart depuis la "cellule africaine de l'Elysée" (2, rue de l'Elysée), une instance agissant en dehors de tout contrôle parlementaire.

Cette stratégie permet de maintenir le système de domination et d'exploitation coloniale tout en donnant l'impression qu'il y a bien indépendance, puisque c'est un homme originaire du pays qui gouverne. Elle permet également à la France de maintenir sa position dominante dans les institutions internationales telles que l'ONU : les Etats d'Afrique francophone, officiellement indépendants, s'alignant généralement sur les choix de l'ancienne métropole.

La domination politique et militaire des anciennes colonies s'accompagne d'une domination économique, via le franc CFA, monnaie des pays d'Afrique francophone, essentiellement contrôlée par la Banque de France. Enfin, la mise en place d'une « aide publique au développement » permet le soutien financier des régimes "amis de la France" et de projets de développement au profit d'entreprises françaises.

4 Hormis pour ce qu'on appellera plus tard les Territoires d'outre-mer, comme la Nouvelle-Calédonie, ainsi que quelques points d'appui stratégiques comme les Comores et Djibouti.

5 Jacques Foccart publia ses sulfureuses mémoires politiques deux ans avant sa mort (*Foccart parle*, Fayard, 1995).

6 Le Journal officiel est le quotidien édité par l'État français dans lequel sont consignés tous les événements législatifs (lois, décrets), réglementaires (arrêtés), déclarations officielles et publications légales.

Parallèlement, pendant toute cette période, les discours des différents gouvernements se sont parés d'un "manteau de vertu" : la France "meilleure amie de l'Afrique et du développement", "patrie des Droits de l'Homme", la France en "lutte contre l'influence hégémonique anglo-saxonne", etc.

Voilà un bref résumé non exhaustif et simplifié de ce qu'on appelle « La Françafrique », c'est-à-dire la confiscation des indépendances africaines, le soutien de dictatures, le détournement de l'aide au développement, le pillage des matières premières, le maintien au Pouvoir par la terreur politique, une corruption incroyable sur laquelle l'affaire Elf a donné quelques coups de projecteurs. Je ne vais pas rentrer plus dans le détail dans le cadre de cet exposé. Tous ces mécanismes sont amplement et précisément décrits, pays par pays, dans deux ouvrages majeurs de François-Xavier Verschave, l'ancien président de l'association Survie : *La Françafrique* (1998) et *Noir Silence* (2000). Mais il me semblait important, pour débiter cet exposé, de repréciser en quelques minutes les origines de la « Françafrique ». Cette période marque en effet les débuts politiques de Jacques Chirac.

Justement, comment Jacques Chirac a-t-il débuté en politique ?

Jacques Chirac est issu d'un milieu aisé. Son père était le banquier de Marcel Dassault, l'une des plus grandes fortunes de France, avionneur et industriel militaire qui se prend très tôt d'amitié pour le jeune Jacques Chirac. Celui-ci fait Sciences-Po Paris en 1956, puis est aussitôt mobilisé pour la guerre d'Algérie. Quelques dizaines d'années plus tard, il expliquera combien « *[C'était] la période la plus passionnante de mon existence.* ». Militant pour une « *Algérie française* », Jacques Chirac hésite à s'engager définitivement dans l'Armée. Il rentre finalement en 1959 à Paris pour faire l'ENA. Il est aussitôt remobilisé en renfort administratif à Alger. En 1960 éclate « *l'affaire des Barricades* » : suite à un discours du général de Gaulle sur la nécessaire « *autodétermination du peuple algérien* », des généraux français se révoltent à Alger. Jacques Chirac ressent beaucoup de sympathie pour ce mouvement, mais ses collègues énarques le dissuadent de soutenir les généraux dissidents.

Jacques Chirac rentre finalement en France au début des années 60. Introduit auprès de Georges Pompidou par Marcel Dassault, Jacques Chirac, âgé d'à peine trente ans, se trouve propulsé au cabinet du premier Ministre, en charge des équipements, des transports et de la construction. Une aubaine pour Marcel Dassault, à qui Jacques Chirac va fournir de nombreux contrats, ainsi que des réductions fiscales.

Au cabinet de Georges Pompidou, le jeune énarque est remarqué par Pierre Juillet, homme des services secrets, souvent baptisé le "Foccart de Pompidou". Il suscite également l'intérêt de Marie-France Garaud et de Charles Pasqua (bras droit de Jacques Foccart). Tous voient en Jacques Chirac un exceptionnel "animal politique" et une recrue de choix pour l'avenir du mouvement gaulliste. Ils l'initient aux coulisses et aux réseaux du Pouvoir. Ils transforment le technarque en homme politique, en faisant de Jacques Chirac un député de Corrèze, grâce aux soutiens financiers de Marcel Dassault, aux soutiens politiques de Pompidou, aux manoeuvres de Pierre Juillet et aux talents relationnels de Jacques Chirac sur le terrain. Parallèlement, Jacques Chirac fait une fulgurante ascension dans l'appareil d'Etat. Secrétaire à l'emploi en 1967 (il est le créateur de l'ANPE), secrétaire d'Etat au budget en 1969 (Pompidou est alors président), ministre de l'agriculture et enfin ministre de l'Intérieur. Son premier "faux pas" survient en 1969, à travers le scandale du château de Bity. Ce château corrézien du XVIème siècle est acheté en ruine à un prix relativement modique par Jacques Chirac. Grâce aux relations politiques de ce dernier, le château est déclaré monument historique et sa rénovation en partie financée par l'Etat.

En 1974, la carrière politique de Jacques Chirac est fortement perturbée par le décès de Georges Pompidou. Valéry Giscard d'Estaing devient président, nommant Jacques Chirac premier ministre. Mais celui-ci démissionne, crée le RPR avec l'appui de Pierre Juillet et de Charles Pasqua, et prend la tête de la mairie de Paris.



Jacques Chirac
pendant la guerre d'Algérie



Jacques Chirac
au cabinet de Georges Pompidou



Le château de Bity

Tu nous as parlé du parcours politique de Jacques Chirac. C'est intéressant. Mais quel est le rapport avec la Françafrique ?

J'y arrive... Nous sommes en 1976, Jacques Chirac est le leader du RPR et maire de Paris. Ces deux institutions seront les bases de sa longue reconquête du Pouvoir, avec le soutien de Charles Pasqua, de Pierre Juillet, de Jacques Foccart, et déjà du jeune Nicolas Sarkozy. Mais pour occuper le devant de la scène politique, il faut beaucoup d'argent. De l'argent pour faire fonctionner le RPR, pour financer les campagnes politiques et pour assurer les appétits financiers des leaders gaullistes. Il faudra attendre la fin des années 90 pour comprendre, à travers une déferlante d'affaires judiciaires, le système de financement mis en place par le RPR pendant toute cette période. A travers l'affaire des marchés publics d'Île de France, l'affaire des HLM de Paris, l'affaire Schuller, l'affaire Méry, mais également l'affaire Elf, des voiles se lèvent sur d'énormes sources de financement politique et d'enrichissement personnel dans les années 80-90 : le détournement de fonds publics et le soutien des réseaux français.

Il est impossible, dans le cadre de cet exposé, de détailler ces nombreuses affaires. Je ne peux que vous conseiller de lire les ouvrages des juges d'instruction Eva Joly ou Eric Halphen.⁷ Ces enquêtes ont jeté une lumière crue sur le fonctionnement des institutions publiques françaises. Mais puisque nous faisons ce soir le "bilan africain" de Jacques Chirac, je me limiterai sur les aspects "africains" de ces affaires. Par exemple, une partie des sommes détournées des marchés publics parisiens⁸ étaient blanchies dans des pays d'Afrique comme la Côte d'Ivoire, le Cameroun ou le Congo Brazzaville. Il s'agissait notamment d'une des missions de Jean-Pierre Soizeau, membre des services secrets, responsable d'une dizaine d'entreprises dont la plupart implantées dans des paradis fiscaux. Il est malheureusement décédé juste avant d'être interrogé par la police.

Notons également le soutien des réseaux français. Le réseau de soutiens politiques et financiers africains tissé par Jacques Foccart et son bras droit Charles Pasqua, architectes de la Françafrique, ont tourné à plein régime pour soutenir le mouvement gaulliste. C'est ainsi que Mobutu donna 5 millions de francs pour la campagne politique de Jacques Chirac en 1988, tout comme Hassan 2 en 1995. Enfin, les enquêtes de l'affaire Elf ont montré que chaque année, environ 600 millions de francs étaient détournés sur les rentes pétrolières, non seulement pour soutenir les régimes "amis de la France", mais également pour financer des partis politiques, RPR en tête. Il s'agit là probablement de la "pointe émergée de l'iceberg".

Autour de ces affaires gravitent de nombreuses personnalités aux parcours étonnants, comme Michel Roussin, ancien n°2 de la DGSE, directeur de la Générale des Eaux, directeur du cabinet de Jacques Chirac à la mairie de Paris (et à ce titre mis en cause dans la gigantesque razzia sur les marchés publics franciliens), ministre de la Coopération en 1993, haut responsable du groupe français Bolloré, "monsieur Afrique" du MEDEF, administrateur d'une compagnie minière au Gabon, membre du conseil de surveillance de « Sécurité sans frontière ». Services secrets, industries implantées en France et en Afrique, parti politique, "développement", mercenariat : on retrouve le "cocktail" de la Françafrique, vaste système de prédation des richesses africaines.



Jacques Chirac
et Michel Roussin



Jacques Chirac
et Jean-Claude Méry



Jacques Chirac
et Charles Pasqua

⁷ *Sept ans de solitude*, Eric Halphen, Denoël, 2002 ; *Est-ce dans ce monde-là que nous voulons vivre ?*, Eva Joly, Les arènes, 2003.

⁸ Entre 2 et 5% des contrats de nombreux marchés publics étaient détournés et redistribués entre différents partis, RPR en tête (mais également le PS, le PCF, le PR).

Nous voilà en 1995, Jacques Chirac est président : quelle va être son action envers l'Afrique ?

Permettez-moi une petite pointe d'humour pour commencer. Connaissez-vous le slogan de la campagne de Jacques Chirac pour les législatives de 1986 ? « *Ce que nous avons fait pour Paris, nous le ferons pour la France.* »

En 1995, Jacques Chirac devient président de la République française. Il place aussitôt Jacques Foccart à la tête de la cellule africaine de l'Élysée. Notons que lorsque Jacques Chirac était premier Ministre sous la présidence de François Mitterrand de 1986 à 1988, il avait également fait de l'architecte de la Françafrique son "conseiller Afrique".

Mais l'heure tourne, et je ne vais pas détailler tout le "bilan africain" du président Chirac. Je passe rapidement sur la loi concernant le rôle positif de la colonisation en 2005, finalement abandonnée en 2006.⁹ Je passe également sur les nouvelles lois en matière d'immigration africaine.¹⁰ Je passe enfin sur le scandale du musée du Quai Branly.¹¹ Je me concentre sur l'essentiel : le soutien de Jacques Chirac aux pires dictatures africaines, tout au long de son mandat.

Le Togo : en 1963, le général Eyadéma, formé dans l'Armée française, assassine le président Sylvanus Olympio avec le soutien des réseaux Foccart et s'installe plus de 40 ans au Pouvoir. Un Pouvoir dictatorial, marqué par l'assassinat de milliers d'opposants politiques, bilan comparable à celui de Pinochet en son temps. En 1992, Jacques Chirac déclarait qu'il était un « *ami personnel* » du général Eyadéma et qu'ils avaient ensemble des conversations quasi-quotidiennes. En 1998, le général Eyadéma organise des élections insuffisamment truquées : le fils de Sylvanus Olympio, Ghilchrist Olympio, est déclaré vainqueur. Le général Eyadéma réprime aussitôt l'opposition et reprend la tête du pays, suscitant un rapport incendiaire d'Amnesty International. Quelques mois plus tard, Jacques Chirac rend visite au dictateur togolais et déclare que « *le rapport d'Amnesty International est peut-être une opération de manipulation* ». En 2001, une enquête de l'ONU confirme cependant le rapport d'Amnesty International et les exactions du général Eyadéma. Jacques Chirac reçoit pourtant le dirigeant togolais avec tous les honneurs de la République française, la même année. En 2005, le général Eyadéma décède. Son fils prend le Pouvoir, réprimant l'opposition (plus de 800 morts). Il est aussitôt félicité et reçu par Jacques Chirac, malgré les condamnations de la quasi-totalité de la communauté internationale.

Le Tchad : depuis son coup d'Etat en 1990, Idriss Déby est au Pouvoir. En 1996, il décide d'organiser des élections supervisées par l'Etat français. L'Élysée missionne Jérôme Grand d'Esnon, conseiller de Jacques Chirac (mis en cause dans l'affaire des emplois fictifs de la mairie de Paris) et André Rouge, membre du conseil national du RPR. 95 % du financement des élections sont pris en charge par la France, sous contrôle de l'Armée française : matériel électoral, déplacement des urnes, centralisation informatique. La liste des irrégularités de ce scrutin est longue, détaillée dans plusieurs ouvrages. Voici quelques exemples :

- *élimination de candidats* pour des motifs juridiques mineurs (non conformité de certificats médicaux ou de résidence). Un des candidats est arrêté et maintenu en prison jusqu'au lendemain de l'élection.
- *trucage du recensement électoral* : les régions dont est originaire Idriss Déby sont sur-représentées ; 100 bureaux de vote sont créés au Soudan pour des électeurs "tchadiens" dans des conditions échappant à tout contrôle ; de "vraies-fausse" cartes électorales sont émises par le ministère de l'Intérieur, distribuées aux militants d'Idriss Déby, etc.
- *opacité des procédures de vote* : avant le scrutin, les assesseurs indépendants, formés aux procédures électorales, sont remplacés par de jeunes analphabètes partisans du régime.
- *pressions militaires et policières* dans la plupart des bureaux de vote, avec arrestations et agressions d'opposant-e-s.
- *transport des urnes et centralisation informatique* effectués par l'Armée française, sans observateur indépendant.
- *refus de la Commission électorale* de fournir aux candidats de l'élection les fiches de résultats par bureaux de vote, contrairement au Code électoral officiel.

9 Deux citations de Jacques Chirac sur le rôle positif de la colonisation : "*Je suis fier de l'oeuvre coloniale de la France. Il n'y a que les intello-gauchos-masochistes pour critiquer cela. C'est pourtant une image superbe de la France.*" (Jacques Chirac, *Libération*, 12 mars 1988) "*Pacification, mise en oeuvre des territoires, diffusion de l'enseignement, fondation d'une médecine moderne, création d'institutions administratives et juridiques, voilà autant de traces de cette oeuvre incontestable à laquelle la présence française a contribué non seulement en Afrique du Nord mais aussi sur tous les continents. A cet hommage que nous dictent le respect, l'admiration et la reconnaissance, nous joindrons aussi celui que nous devons à tous ceux et à toutes celles qui ont contribué à la grandeur de notre pays en incarnant l'oeuvre civilisatrice de la France.*" (Jacques Chirac, 1996, cité par *Le Canard Enchaîné*, 08/02/2006).

10 Une citation de Jacques Chirac : « *Notre problème, ce n'est pas les étrangers, c'est qu'il y a overdose. C'est peut-être vrai qu'il n'y a pas plus d'étrangers qu'avant la guerre, mais ce n'est pas les mêmes et ça fait une différence. Il est certain que d'avoir des Espagnols, des Polonais et des Portugais travaillant chez nous, ça pose moins de problèmes que d'avoir des musulmans et des Noirs [...] Comment voulez-vous que le travailleur français qui travaille avec sa femme et qui, ensemble, gagnent environ 15 000 francs, et qui voit sur le palier à côté de son HLM, entassée, une famille avec un père de famille, trois ou quatre épouses, et une vingtaine de gosses, et qui gagne 50 000 francs de prestations sociales, sans naturellement travailler. Si vous ajoutez le bruit et l'odeur, et bien le travailleur français sur le palier devient fou. Et ce n'est pas être raciste que de dire cela.* » (Jacques Chirac, discours du 19 juin 1991)

11 cf. les deux émissions *Là-bas si j'y suis*, France Inter, Daniel Mermet, 17 et 18 octobre 2006, émissions téléchargeables sur <http://www.la-bas.org>

Dans un premier temps, Idriss Déby est proclamé élu au premier tour, avec 50,14 % des voix. Finalement, après consignes de l'Elysée, un second tour est organisé, remporté par Idriss Déby. En 2001, de nouvelles élections sont organisées, selon un dispositif semblable à celui de 1996. Le "président" sortant est une nouvelle fois "réélu". A chaque fois il est chaleureusement félicité par Jacques Chirac. Notons qu'en 2006, l'Armée française est également intervenue pour protéger Idriss Déby d'une rébellion.

Burkina Faso : en 1983, un coup d'Etat éclate, soutenu par les réseaux françafricains. La population se révolte, portant Thomas Sankara au Pouvoir. Son gouvernement rebaptise la Haute Volta le Burkina Faso ("pays des hommes intègres"). Il retire aux chefs traditionnels leurs pouvoirs féodaux et instaure des modes de décision collective. Sankara travaille sans protocole, roule en R5 et vend les limousines de l'État, imposant à ses ministres le même train de vie modeste. Il lance de grands programmes pour améliorer l'éducation, l'agriculture et le statut des femmes. Excellent orateur, Sankara agace les grandes puissances. Devant l'ONU, il plaide pour le féminisme et dénonce la politique des Etats-Unis. Lors d'une visite du président François Mitterrand, il critique radicalement la politique africaine de la France. Le 15 octobre 1987, Thomas Sankara est assassiné lors d'un coup d'Etat organisé par Blaise Compaoré, soutenu par la France. A l'époque, Jacques Chirac est premier Ministre, son conseiller Afrique est Jacques Foccart. 20 ans plus tard, Compaoré est toujours au pouvoir, richissime (il possède un palais et un Boeing 747 personnel) dans un pays parmi les plus pauvres de la planète. Il est impliqué dans divers trafics et soutient Charles Taylor au Sierra Léone. En 1998, Blaise Compaoré organise des élections mais refuse une Commission électorale indépendante : l'opposition boycotte le scrutin et Compaoré est élu avec plus de 70% des voix, aussitôt félicité par Jacques Chirac. Notons au passage que Compaoré est politiquement soutenu par la mairie de Grenoble, dans le cadre d'un projet de coopération décentralisée Grenoble/Ouagadougou des plus contestables.¹²

La Guinée : depuis le coup d'Etat de 1984, le militaire Lansana Conté est au Pouvoir. En 1998, il organise des élections truquées, emprisonnant notamment l'opposant principal, Alpha Condé. Jacques Chirac rend visite au même moment à Lansana Conté, félicitant la démocratisation du pays.

Je pourrais détailler de nombreux autres exemples concernant le Gabon, la Tunisie, le Maroc, l'Angola, la Centrafrique, le Cameroun, bref tous ces pays soutenus par Jacques Chirac, dont les dirigeants sont au Pouvoir par des coups d'Etat, la terreur policière ou militaire, l'assassinat ou la corruption des opposants, des oligarchies richissimes dans des pays de misère.

Je termine juste par le Congo Brazzaville. Jacques Chirac, dans les années 80, était lié d'amitié avec Denis Sassou N'Guesso, dirigeant de 1979 à 1991 le Congo d'une main de fer (des milliers d'opposants assassinés). Dès son arrivée au Pouvoir, Jacques Chirac souhaite la remise en selle de Sassou N'Guesso. En 1997, ce dernier organise un coup d'Etat financé par Elf, lançant une guerre civile de plusieurs centaines de milliers de morts. Sassou N'Guesso est désormais au Pouvoir, soutenu et reçu par Jacques Chirac tout au long de son mandat.

A ce propos, une petite anecdote s'impose ici : l'affaire Ndenguet. Le colonel Ndenguet est le directeur général de la police congolaise. En avril 2004, ce colonel est en séjour en France, dans la villa de sa fille, à Meaux (l'oligarchie africaine possède de somptueuses villas ou hôtels particuliers en France). Ce qu'il ignore, c'est que des réfugiés politiques du Congo ont porté plainte devant le tribunal de Meaux, reprochant au colonel Ndenguet l'exécution de 350 opposants congolais en 1999, crime contre l'humanité. Le juge Jean Gervillié, qui instruit la plainte, fait interpellier et placer en garde à vue le colonel Ndenguet. Celui-ci proteste: «*Je suis couvert par l'immunité diplomatique.*» Pour en avoir le cœur net, les gendarmes se rendent au Quai d'Orsay. Réponse: «*A priori, non. Mais on vous le confirme par écrit.*» Le soir, à 22h30, le directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères fait savoir, dans un fax au procureur de Meaux, que Jean-François Ndenguet bénéficie bien de ladite immunité: «*L'ambassadeur du Congo en France a certifié que M. Ndenguet, porteur d'un document signé par le président de la République du Congo, est en mission officielle en France à compter du 19 mars 2004. A ce titre, et en vertu du droit international coutumier, il bénéficie d'immunités de juridiction et d'exécution.*» Dès lors, pour le procureur de Meaux, en relation constante avec le parquet général de Paris, les choses sont claires : Jean-François Ndenguet doit être relâché. Une analyse que conteste le juge d'instruction, qui met en examen le haut fonctionnaire congolais. Et le fait placer en détention à la prison de la Santé. En pleine nuit, Jacques Chirac et Dominique de Villepin demandent au procureur de Meaux de se réunir à 2 heures du matin pour statuer, une procédure sans précédent. Monique Radenne, présidente de la chambre de l'instruction, décide, après examen du dossier, de libérer le colonel. Lequel quitte la Santé à 3 heures, accueilli par l'ambassadeur du Congo. Il s'envole quelques heures plus tard pour Brazzaville.



Jacques Chirac
et Gnassingbé Eyadéma (Togo)



Jacques Chirac
et Blaise Compaoré (Burkina)



Jacques Chirac
et Idriss Déby (Tchad)



Jacques Chirac
et Omar Bongo (Gabon)

L'heure tourne. Il serait peut-être temps de se tourner vers l'avenir, vers l'actuel leader gaulliste et candidat à la présidence de la République, Nicolas Sarkozy.

Que sait-on des liens entre Nicolas Sarkozy et la Françafrique ?
Peut-être pourrais-tu commencer par nous faire un rapide "portrait politique" de Nicolas Sarkozy, comme tu as fait pour Jacques Chirac tout à l'heure ?

Nicolas Sarkozy de Nagy-Bocsa naît en 1955, d'un père immigré issu de la noblesse hongroise. Il grandit à Neuilly sur Seine. Il rate Sciences-Po Paris. Mais il devient avocat en 1981 et s'associe pour créer le cabinet parisien « *Arnaud Claude et Nicolas Sarkozy* », spécialisé dans le droit immobilier. Nicolas Sarkozy n'a presque jamais plaidé mais il touche une part des profits de ce cabinet d'avocat (240 000 euros en 2002).

Nicolas Sarkozy est très tôt engagé en politique. A moins de 20 ans, il rentre à l'UDR puis au RPR, parrainé par Charles Pasqua, dont il se considère le « *double* » à l'époque. Il va monter progressivement dans la hiérarchie du parti : président du comité de soutien des jeunes à la candidature de Jacques Chirac en 1980, secrétaire national du RPR en 1988, etc. Son seul "faux pas" dans le soutien à Jacques Chirac survient en 1995, quand il se rallie à Edouard Balladur pour les élections présidentielles. En 2002, il soutient Jacques Chirac. En 2004, il devient le président de l'UMP.

Nicolas Sarkozy, c'est également une forte implantation politique dans les Hauts de Seine. De 1983 à 2002, il est maire de Neuilly, la ville la plus riche de France. En 2004, il devient président du Conseil général des Hauts de Seine, le département le plus riche de France, prenant la succession de Charles Pasqua.

L'expérience étatique de Nicolas Sarkozy est relativement récente. Il devient ministre du Budget en 1993, mais est ensuite écarté de l'appareil d'Etat pour sa "trahison" envers Jacques Chirac. Il est cependant nommé Ministre de l'Intérieur en 2002, puis Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie en 2004, fonction qu'il doit abandonner sur demande de Jacques Chirac qui ne souhaite pas qu'un Ministre soit également président de l'UMP. En 2005, le même Jacques Chirac nomme cependant Nicolas Sarkozy une nouvelle fois Ministre de l'Intérieur, cumulant ce mandat avec la présidence de l'UMP.

Nicolas Sarkozy, c'est enfin un réseau relationnel colossal dans l'industrie et les médias. Je ne citerai pas ici la longue liste de ses soutiens. Citons Martin Bouygues, témoin de son mariage avec Cecilia Sarkozy et parrain d'un de ses fils. Bernard Arnault, également témoin de son mariage. Lagardère, Dassault, Véolia, Bolloré, quasiment tout le CAC 40 soutient Nicolas Sarkozy, qui déclarait d'ailleurs en 2005 : « *j'ai tous les patrons de presse avec moi.* »



Nicolas Sarkozy et Jacques Chirac



Nicolas Sarkozy
et Charles Pasqua



Nicolas Sarkozy
ministre du Budget



Nicolas Sarkozy
à l'université d'été du MEDEF



Nicolas Sarkozy
et Serge Dassault

Revenons maintenant dans le vif du sujet : quels sont les rapports de Nicolas Sarkozy avec l'Afrique et la Françafrique ?

Nous nous sommes d'abord intéressés aux idées, aux discours et au programme de Nicolas Sarkozy concernant l'Afrique. L'Afrique n'étant pas au cœur de la campagne présidentielle (ou alors indirectement via l'immigration), les textes à notre disposition sont relativement peu nombreux. Les textes de référence sont : un discours de Nicolas Sarkozy au Bénin en mai 2006, un interview donné au magazine *Jeune Afrique* en novembre 2006, le discours du meeting UMP de Toulon et un discours sur la politique internationale en février 2007.

En examinant ces discours, nous relevons des éléments de "rupture" avec la Françafrique, des éléments de "continuité", et des éléments très "classiques" que l'on retrouve en général dans les propos de tout candidat à la présidence. Le tout forme un ensemble plutôt contradictoire et soumis à différentes interprétations.

- Les éléments de "rupture" :

Nicolas Sarkozy souhaite « *tourner la page des complaisances, des secrets et des ambiguïtés* » en matière de relations franco-africaines. Il déclare sa volonté de « *se débarrasser des réseaux d'un autre temps, des émissaires officieux qui n'ont d'autre mandat que celui qu'ils s'inventent. Le fonctionnement normal des institutions politiques et diplomatiques doit prévaloir sur les circuits officieux qui ont fait tant de mal par le passé.* » Il souhaite « *cesser de traiter indistinctement avec des démocraties et des dictatures* » et critique en ce sens la politique africaine de Jacques Chirac.

- Les éléments "classiques" :

Nicolas Sarkozy, comme la plupart des candidats gaullistes à la présidence, se présente comme un « *ami des africains* ». Il « *aime l'Afrique* » et souhaite tout faire pour son "développement", envisagé par ailleurs comme un remède à l'immigration.

- Les éléments de "continuité" :

Si Nicolas Sarkozy critique les réseaux françafricains, il juge néanmoins l'action de la France en Afrique globalement positive : « *Je crois pouvoir dire qu'aucun pays du Nord ne porte autant d'attention à l'Afrique que la France. Aucune nation n'a autant à cœur la stabilité, le développement, la réussite des pays du continent africain. [...] La relation entre l'Afrique et la France, l'Afrique et l'Europe doit s'affirmer comme l'un des principaux axes de stabilité de la planète et comme un exemple pour la relation Nord-Sud.* » Nicolas Sarkozy critique violemment les discours dénonçant la domination économique française sur l'Afrique : « *Il faut cesser de répéter que la France est présente en Afrique pour piller ses ressources car, à tout bien peser, c'est vrai, nous n'avons pas économiquement besoin de l'Afrique - et je mets quiconque au défi de me démontrer le contraire. La France est en Afrique avec des ambitions plus amicales.* » Pourtant, certaines de ses déclarations présentent l'Afrique comme un continent à "conquérir" : « *L'Amérique et la Chine ont déjà commencé la conquête de l'Afrique. Jusqu'à quand l'Europe attendra-t-elle pour construire l'Afrique de demain ? Pendant que l'Europe hésite, les autres avancent.* »

Nicolas Sarkozy soutient également les multinationales françaises : « *Il n'y a en réalité qu'un petit nombre de grands groupes français qui réalisent une part importante de leurs activités en Afrique. [...] Bouygues, Air France, Bolloré, n'ont pas besoin de la diplomatie française pour exister et se développer en Afrique. S'ils y sont dynamiques, c'est à l'ancienneté de leur implantation, ils ont cru à l'Afrique avant beaucoup d'autres. C'est au talent de leur management et de leurs collaborateurs qu'ils le doivent et à eux seuls* »

Nicolas Sarkozy exprime son admiration pour le « *de Gaulle visionnaire* » qui a su « *comprendre les aspirations de l'Afrique à l'autonomie puis à l'indépendance* » et à Edouard Balladur qui a su « *intervenir directement* », quand il était premier ministre, pour « *arrêter ce crime contre l'humanité* » qu'a constitué le génocide rwandais. Enfin, Nicolas Sarkozy souligne le rôle positif de la colonisation : « *Le rêve européen a besoin du rêve méditerranéen. Il s'est rétréci quand s'est brisé le rêve qui jeta jadis les chevaliers de toute l'Europe sur les routes de l'Orient, le rêve qui attira vers le sud tant d'empereurs du Saint Empire et tant de rois de France, le rêve qui fut le rêve de Bonaparte en Egypte, de Napoléon III en Algérie, de Lyautéy au Maroc. Ce rêve qui ne fut pas tant un rêve de conquête qu'un rêve de civilisation. Cessons de noircir le passé. L'Occident longtemps pécha par arrogance et par ignorance. Beaucoup de crimes et d'injustices furent commis. Mais la plupart de ceux qui partirent vers le Sud n'étaient ni des monstres ni des exploiters. Beaucoup mirent leur énergie à construire des routes, des ponts, des écoles, des hôpitaux. Beaucoup s'épuisèrent à cultiver un bout de terre ingrat que nul avant n'eux n'avait cultivé.* »¹³ Nicolas Sarkozy a également déclaré lors du meeting de Caen, le 9 mars 2007 : « *La vérité, c'est qu'il n'y a pas eu beaucoup de puissances*

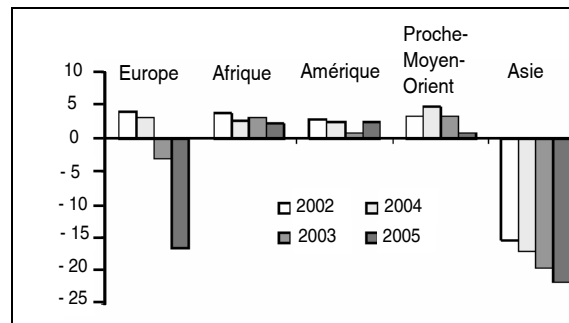
¹³ Nous ne parlons pas ici des discours de Nicolas Sarkozy concernant l'immigration. Voici cependant quelques citations : « *Si certains n'aiment pas la France, qu'ils ne se gênent pas pour la quitter. [...] Au nom de quoi les Etats-Unis, l'Australie, le Canada, l'Angleterre, l'Allemagne et tant d'autres choisiraient les meilleurs étudiants, les meilleurs travailleurs et nous nous n'aurions le droit de choisir personne pour subir tout le monde. Cette politique, ce n'est pas la mienne.* » (Nicolas Sarkozy, cité par LCI, 22/04/2006) « *Si Le Pen dit que le soleil est jaune, je ne vais pas être obligé d'arriver en prétendant qu'il est bleu. Personne n'est obligé d'habiter en France. Quand on habite en France on respecte ses règles. C'est-à-dire qu'on n'est pas polygame, qu'on ne pratique pas l'excision sur ses filles, qu'on n'égorge pas le mouton dans son appartement, et qu'on respecte les règles républicaines.* » (Nicolas Sarkozy, TF1, 5 janvier 2007) « *Je ne vise pas l'électorat du FN, je l'ai déjà.* » (Nicolas Sarkozy, cité par Thomas Lebegue, *Libération*, 1er juillet 2005)

coloniales dans le monde qui aient tant œuvré pour la civilisation et le développement et si peu pour l'exploitation. On peut condamner le principe du système colonial et avoir l'honnêteté de reconnaître cela. »¹⁴

Tous ces discours sont en totale contradiction avec le début de mon exposé concernant les origines de la Françafrique, et avec les enquêtes de l'association Survie en général (en particulier concernant le génocide rwandais).

Nous ne pouvons d'ailleurs que déplorer le manque de "répondant" des journalistes interrogeant Nicolas Sarkozy sur tous ces sujets. Pour revenir sur ses déclarations concernant "la France qui, économiquement, n'a pas besoin de l'Afrique", un journaliste renseigné aurait pu souligner quelques informations pourtant faciles à obtenir : selon le Ministère des Finances et de l'Industrie, en 2006, les échanges avec l'Afrique représentaient environ 5% des échanges internationaux de la France. Le solde économique de ces échanges est positif, contrairement aux soldes de la France avec d'autres continents. Ainsi, en 2005, le solde France/Afrique était de + 3 milliards d'euros environ, soit autant que le solde France/Amérique, mais le solde France/Europe était de - 18 milliards d'euros, et le solde France/Asie - 22 milliards d'euros. En 2002, le nombre de filiales d'entreprises françaises en Afrique s'élevait à 2637, en hausse de 13% par rapport à l'année précédente. Au Congo Brazzaville et au Gabon, le pétrole enrichit *TotalFinaElf*, qui affichait, en 2005, un bénéfice record de 12 milliards d'euros. Au Cameroun, au Congo Brazzaville et au Gabon, le bois fait la fortune de *Bolloré* (1 milliard de chiffres d'affaires en 2004) et de *Rougier*. Meubles en Okoumé, planchers en Azobé, escaliers et portes en Sapelli ou Moabi, toutes ces essences menacées de disparition sont largement utilisées en France, premier importateur européen de bois africain. Au Mali, l'or est une manne pour la Somadex, une filiale de *Bouygues*¹⁵. Au Niger, l'uranium est exploité par la *Cogema*, assurant plus de 50% de l'approvisionnement des centrales françaises. Nous pourrions encore citer le commerce du diamant en Centrafrique, du gaz en Algérie¹⁶, des phosphates au Togo et au Maroc. Mais également les produits agricoles (café, ananas, cacao, arachide, canne à sucre...) et les services (transport, eau, BTP, télécoms...). En 2004, *Bouygues* a réalisé 1,2 milliards de chiffres d'affaires en Afrique. Enfin, le commerce des armes est très lucratif. Entre 1996 et 2003, les exportations d'armes de la France en Afrique ont représenté 30 milliards d'euros (*Dassault*, *Laqardère*...).

Solde extérieur de la France par zone géographique, en milliards d'euros



source :
Ministère des Finances et de l'Industrie

Notons cependant que nos interprétations des discours de Nicolas Sarkozy sont subjectives. D'autres interprétations de ses discours seraient possibles. C'est pourquoi il faut prendre du recul avec les mots et nous concentrer sur les faits. Pour cela, nous nous sommes posés deux principales questions : Nicolas Sarkozy développe-t-il des relations avec des dictateurs ? Quels sont les liens entre Nicolas Sarkozy et le "réseau Pasqua" ?

Justement, tu parles de relations personnelles avec des dictateurs. Peux-tu en dire un peu plus ?

Nicolas Sarkozy entretient des relations avec plusieurs dictateurs.

Selon *La lettre du continent*, une publication essentiellement destinée aux diplomates et aux industriels opérant en Afrique¹⁷, Nicolas Sarkozy a rencontré au moins sept fois Omar Bongo depuis 2004, la plupart du temps dans l'hôtel particulier parisien du dirigeant gabonais. Récemment, dans le *Nouvel Observateur* de février 2007, Omar Bongo déclarait : « Avec Nicolas Sarkozy, il y a une différence parce qu'on est amis. Si demain il me renie parce qu'il est président, je lui dirai : "ce n'est pas sérieux Nicolas". [...] Je crois que le fondement même de la Françafrique restera, quitte à l'améliorer. »

14 Sur l'horreur de la colonisation, cf. *Exterminez toutes ces brutes*, Sven Lindqvist, Les arènes, 2007 ; *Coloniser, exterminer*, O. Le Cour Grandmaison, Fayard, 2005 ; *Histoire générale de l'Afrique*, Ki Zerbo, Pres. africaine, 2000.

15 cf. documentaire *Le prix de l'or*, Camille de Vitry, 94mn, 2004.

16 cf. *La Françalgérie*, Lounis Aggoun, Jean-Baptiste Rivoire, La découverte, 2004.

17 L'abonnement à la *Lettre du Continent* est de 700 euros à l'année (cf. <http://www.africaintelligence.fr>)

Nicolas Sarkozy est un ami de Denis Sassou N'Guesso, le chef d'Etat du Congo-Brazzaville. Il soutient la monarchie marocaine de Mohammed VI. Notons que son bras droit Brice Hortefeux soutient d'ailleurs la colonisation marocaine du Sahara Occidental. Nicolas Sarkozy est également proche du président Bouteflika et des milieux militaires algériens. Depuis 2003, il s'est rendu une à trois fois par an en Algérie. En juillet 2004, il a signé un accord économique France/Algérie de 2 milliards d'euros, l'un des plus grands accords français avec un pays du Sud, pour développer des projets industriels algériens, au bénéfice de sociétés françaises. Cette décision est quelque peu contradictoire avec les grandes déclarations de Nicolas Sarkozy sur le rôle des multinationales en Afrique. Ce dernier a récemment affirmé qu'il souhaitait apporter la technologie nucléaire en Algérie, en échange d'accords sur l'exploitation du gaz algérien par la France.

Nicolas Sarkozy a également critiqué l'accession au Pouvoir du fils d'Eyadéma au Togo. Cependant, en tant que Ministre de l'Intérieur, il n'a pas mis fin à l'équipement et l'encadrement de la politique togolaise par la France.

Pour terminer, nous avons trouvé dans le journal *La lettre du continent* cette information sybilline : pour la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy, son ami Martin Bouygues « a mis à sa disposition son conseiller Afrique, Michel Lunven, ancien ambassadeur de France au Gabon et en Centrafrique et ex-conseiller de Jacques Foccart ». Pourquoi le patron d'une des plus grandes entreprises de BTP met-il à disposition de Nicolas Sarkozy un ancien conseiller de l'architecte de la Françafrique, pour une campagne présidentielle ? La question reste ouverte.

Quels sont les liens entre Nicolas Sarkozy et le réseau Pasqua ?

D'abord, pourquoi s'intéresser à ces liens ? Parce que ce que nous appelons le "réseau Pasqua" est un acteur emblématique de la Françafrique, décrit dans de nombreux ouvrages de l'association *Survie*. Charles Pasqua était le bras droit de Jacques Foccart, l'architecte de la Françafrique. Le "réseau Pasqua" désigne une nébuleuse d'acteurs industriels, militaires, politiques et barbouzards impliqués dans de nombreuses affaires de trafic d'armes, de corruption, de coups tordus en Afrique (affaire Elf, affaire Angolagate, affaire Falcone, affaire Marchiani, etc.).

Historiquement, même si Nicolas Sarkozy a pris ses distances politiques avec Charles Pasqua depuis plusieurs années, les liens entre le candidat UMP à la présidence et Charles Pasqua sont forts. Charles Pasqua était le témoin du premier mariage de Nicolas Sarkozy. Il a joué un rôle majeur dans son éducation politique, à Neuilly sur Seine, dans les Hauts de Seine et au RPR. Nicolas Sarkozy se définissait dans les années 70 comme le « double » de Charles Pasqua et déclarait en 1983 : « C'est l'un des hommes les plus honnêtes que je connaisse ». Il lui a certes "raflé" la mairie de Neuilly sur Seine en 1983, mais ils se sont ensuite réconciliés. Nicolas Sarkozy a par exemple vraisemblablement aidé Charles Pasqua à devenir sénateur en 2004, lui permettant de bénéficier d'une immunité parlementaire.

Certains bras droits de Nicolas Sarkozy sont des anciens bras droits de Charles Pasqua. C'est le cas de Claude Guéant, directeur de campagne de Nicolas Sarkozy pour 2007. Claude Guéant, énarque, était secrétaire général de la préfecture des Hauts de Seine, Directeur Général de la Police Nationale, nommé par Charles Pasqua. Il assiste en général à tous les entretiens de Nicolas Sarkozy avec des dirigeants africains. Citons également Michel Gaudin, énarque, ancien directeur de cabinet de Charles Pasqua au conseil général des Hauts de Seine, actuellement Directeur Général de la Police Nationale, nommé par Nicolas Sarkozy.

Nous nous sommes également intéressés à la reprise du conseil général des Hauts de Seine par Nicolas Sarkozy : celui-ci a-t-il fait une "rupture" avec la politique de Charles Pasqua, son prédécesseur à ce poste ?

En prenant la tête du conseil général des Hauts de Seine, Nicolas Sarkozy a fait un hommage appuyé à Charles Pasqua, et le conseil général lui a fourni une voiture de fonction avec chauffeur, une secrétaire et des bureaux. Nicolas Sarkozy a lancé un audit général du conseil général, mais les conclusions de cet audit sont restées secrètes. D'après ce que nous avons pu lire, la politique de Nicolas Sarkozy n'est pas en rupture avec celle de son prédécesseur, hormis peut-être une baisse des dépenses sociales (par exemple, suppression de 4000 logements sociaux et privatisation de crèches).

Nous nous sommes également intéressés à *Coopération 92*, une officine du Conseil général des Hauts de Seine créée par Charles Pasqua, citée dans de nombreux ouvrages de l'association *Survie* pour ses actions "sulfureuses" en Afrique. Cette Société d'Economie Mixte a officiellement pour objectif de lutter contre les inégalités Nord/Sud. Au moment où Nicolas Sarkozy prend la tête du conseil général des Hauts de Seine, *Coopération 92* était dirigée par Yan Guez, un ancien de la SOFREMI (officine de ventes d'armes), touchant 11 000 euros par mois et roulant en 4x4 de luxe de fonction. Les activités de *Coopération 92* étaient opaques, aucun rapport sur le contenu et l'évaluation des projets réalisés n'était transmis au Conseil Général. Nicolas Sarkozy a remplacé Charles Pasqua à la présidence de *Coopération 92* et lancé un audit financier mettant à jour de nombreuses anomalies financières (emplois fictifs, surfacturations, etc.). Il a cependant reconduit Yan Guez dans ses fonctions, demandant certes davantage de transparence. En juillet 2005, le parquet de Nanterre lance une enquête sur *Coopération 92*. Nicolas Sarkozy démissionne quelques temps après, officiellement pour des questions d'emploi du temps. L'affaire suit son cours.

Une dernière petite anecdote pour terminer : en mars 2006, Robert Feliciaggi, homme d'affaires à la tête d'un empire des jeux de hasard et des casinos en France et en Afrique, souvent cité dans les ouvrages de François-Xavier Verschave à propos de blanchiment d'argent, a été assassiné en Corse. Nicolas Sarkozy a demandé au préfet d'Ajaccio de participer en grande tenue aux obsèques de Robert Feliciaggi.

**Tout à l'heure, lors de l'exposé sur Jacques Chirac, tu nous as parlé des affaires Elf, de l'affaire du financement occulte du RPR, etc.
Est-ce que Nicolas Sarkozy a quelque chose à voir là dedans ?**

Attention, terrain miné ! Ce que je m'appête à dire doit être considéré avec la plus grande prudence. Le nom de Nicolas Sarkozy apparaît dans trois affaires : l'affaire des emplois fictifs du RPR, l'affaire Schuller et l'affaire Elf. Mais aucune enquête n'a été lancée sur les liens entre Nicolas Sarkozy et ces affaires. Donc tout ce que je vais dire n'est pas validé par la Justice française, même si nous serions très curieux que des enquêtes soient menées.

- L'affaire des emplois fictifs du RPR : une permanente du RPR était rémunérée par la mairie de Neuilly sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Etait-ce un cas isolé ? Pourquoi Nicolas Sarkozy n'a-t-il jamais été entendu par la Justice sur ce sujet ?
- L'affaire Schuller : Didier Schuller était le directeur général de l'office d'HLM des Hauts de Seine, membre du RPR, accusé et condamné pour un vaste système de détournement de fonds publics, notamment à des fins politiques. Selon son bras droit Jean-Paul Schimpf, interpellé en flagrant délit alors qu'une entreprise d'assainissement lui remettait une valise de billets pour l'obtention d'un marché public, Didier Schuller finançait des campagnes politiques comme celles de Patrice Balkany, Alain Juppé et Nicolas Sarkozy. Là encore, aucune enquête n'a été lancée à ce sujet.
- L'affaire Elf : lorsqu'il a été convoqué par la juge Eva Joly, l'ancien PDG d'Elf Loik Le Floch-Prigent a affirmé avoir abordé le fond du dossier Elf pour préparer sa défense avec de nombreuses personnalités, dont Nicolas Sarkozy, Ministre du Budget à l'époque. Que se sont-ils dits ? Pourquoi Loik LeFloch-Prigent est-il allé rencontrer Nicolas Sarkozy ? Là encore, le mystère reste entier.

Notons pour finir que Nicolas Sarkozy soutient politiquement Alain Carignon, ancien maire de Grenoble écroué pour une vaste affaire de corruption et d'enrichissement personnel dans les années 80-90, mais qui revient sur le devant de la scène politique grenobloise. On ne peut que déplorer ce soutien politique, surtout pour un candidat à la présidentielle qui affirmait le 3 novembre 2006 sur France Inter : « *Je n'ai pas l'habitude de fréquenter des gens qui ont été condamnés par la Justice.* »



Nicolas Sarkozy
et Alain Carignon

L'heure tourne, il est temps de terminer cet exposé. Je répète que cette présentation est non exhaustive et mériterait de nombreux approfondissements. J'espère cependant avoir apporté quelques précieux éclairages sur le "bilan africain" de Jacques Chirac et sur nos inquiétudes concernant Nicolas Sarkozy. Je ne peux que vous conseiller de vous plonger directement dans les ouvrages de l'association *Survie* sur la Françafrique, mais également dans le dossier de 40 pages contenant toutes les sources que nous avons trouvés sur les liens entre Nicolas Sarkozy et l'Afrique. Je vous remercie pour votre attention et votre écoute.